

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Street, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, 15, C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	80 95	» » » 20
3 0/0 amortiss. ..	82 65	» » » 15
4 1/2 0/0 1883 ..	109 05	» » » 15
Cons. anglais ..	92 5/16	» » » 05
Italien	97 10	» » » 05
Flor. autric. (or).	88 3/4	» » » 1/8
Esp. Extér. nouv.	53 1/16	» » » »
Egyptien 6 0/0 ..	323 75	» » » »
Ch. Egyptiens ..	437 50	» » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 35	» » » 10
Banque ottomane	505 »	» » » 2 50

PARIS, 11 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

AU PALAIS-BOURBON

Trois candidats sont en présence pour la rédaction du rapport de la commission du Tong-King : MM. Granet, Pelletan et Andrieux. Le rapporteur ne sera élu qu'à cinq heures.

Il est question d'une démarche faite par des députés de la gauche pour insister auprès du garde des sceaux afin qu'il exerce des poursuites contre le Temps. On a la preuve que le rapport Borghis-Desbordes n'a pas été communiqué par le ministère actuel.

INTÉRIEUR

M. le comte Foucher de Carell, ambassadeur de France en Autriche-Hongrie, quittera Vienne dans le courant de la semaine prochaine pour venir passer quelques jours à Paris.

L'agence Havas nous communique la note suivante : Certains journaux étrangers parlent d'agissements secrets auxquels l'agent français se serait livré en Birmanie et dont la trace aurait été récemment découverte à Mandalay. Le ministre des affaires étrangères ignore absolument à quel ces bruits peuvent faire allusion.

Le général Brière de l'Isle a demandé l'autorisation au ministre de la guerre de publier une brochure sur le Tong-King. On nous affirme que le général Campenon lui a refusé cette autorisation.

A la suite de dissensions entre le ministre de l'intérieur et le président du conseil sur le choix de certains candidats aux sous-préfectures, le mouvement administratif est reporté au 20 de ce mois ; c'est du moins cette date qui a été donnée par le ministre au préfet du Doubs qui lui recommandait un candidat.

Il paraît que, cette année, l'accès des fidèles sera interdit dans les églises pour la messe de minuit. L'autorité prendrait pour prétexte les scandales qui se sont produits, l'année dernière, à ces cérémonies.

Plusieurs officiers municipaux de la région de l'Ouest, qui ont été suspendus ou révoqués depuis les élections générales, se sont entendus pour adresser une plainte au conseil d'Etat, se basant sur les dénégations dont ils ont été l'objet.

Il est question de la révocation ou tout au moins de la suspension du procureur général de la cour d'Appel, d'après divers conseillers généraux du département de Maine-et-Loire, aurait semé la division dans le parti républicain pendant les élections générales.

On parle, du reste, de mesures assez rigoureuses qui seraient prises par le ministre de la justice, avant son départ, contre plusieurs membres de la magistrature qui n'auraient pas marché suivant les instructions qu'il leur avait adressées.

Aujourd'hui à onze heures on en a vu, à Saint-Philippe-du-Roule, les obsèques du R. P. Giesias Bayonne, dominicain du couvent du Très-Saint-Sacrement, de l'ordre des Frères-Prêcheurs, et orateur distingué. Le prêtre, les religieux du couvent et de nombreux ecclésiastiques assistaient à ces funérailles.

EXTÉRIEUR

La Serbie a repoussé les conditions de paix de la Bulgarie. La Serbie fait appel aux puissances.

Belgrade, 11 décembre. D'après nos journaux, la note-circulaire envoyée de Nisch, le 9 décembre, par M. Garaschani, notifie aux grandes puissances que l'état-major serbe a dû décliner les dernières propositions bulgares, tant pour des motifs stratégiques qu'en vue de la paix à conclure. Les négociations ont été rompues, parce qu'il n'y avait pas d'espoir pour arriver à un résultat pratique. Mais la Serbie ne rompra pas la trêve actuelle, et entend laisser à la Bulgarie la responsabilité d'une nouvelle rupture éventuelle de la paix.

La Serbie, qui a toujours respecté la volonté des puissances, est encore aujourd'hui disposée à accepter toute médiation des grandes puissances, capable de conduire à un résultat pratique qui soit compatible avec les intérêts du pays.

Le Standard a reçu de Sofia, 10 décembre, la dépêche suivante :

Une réconciliation entre les cours et les gouvernements de Russie et de Bulgarie est imminente, bien que le prince Alexandre ne veuille pas prendre l'initiative de la commission.

Nous annonçons, dans notre numéro de mercredi soir, que la santé de l'empereur d'Allemagne donnait de sérieuses inquiétudes. Des nouvelles venues ce matin de Berlin nous confirment cette nouvelle.

De son côté, l'agence Fournier nous communique l'information suivante :

« Nous tenons de bonne source qu'au ministère des affaires étrangères on a reçu de mauvaises nouvelles de la santé de l'empereur Guillaume. »

INFORMATIONS

La commission du Tong-King a résolu de communiquer aux témoins qu'elle a entendus le compte rendu *in extenso* de leurs dépositions. Ceux-ci ont le droit d'y faire non des corrections de fond, mais seulement des corrections de forme.

S. E. Hsu-King-Tchang, ministre de Chine en France, en Allemagne et en Belgique, devait aller présenter cette semaine ses lettres de créance au roi Léopold.

Cette cérémonie a été retardée par suite de la mort d'Alphonse XII, qui met en deuil la cour belge mais Hsu-King-Tchang doit effectuer son voyage à la fin de la semaine prochaine.

Son séjour à Bruxelles sera de courte durée ; il doit être de retour à Paris pour les réceptions officielles du jour de l'An.

On se rappelle que, l'année dernière, à pareille époque, il fut question de la retraite de lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre près le gouvernement français.

Ce diplomate, en effet, avait manifesté l'intention de prendre un repos auquel lui donnent droit ses quarante-deux ans de services.

Sur la demande de la reine, lord Lyons consentit à conserver son poste pendant une année encore.

Ce délai est aujourd'hui expiré ; et comme lord Lyons n'a nullement renoncé à la retraite, il se pourrait qu'il fût prochainement remplacé. Il est question de lui donner comme successeur lord Lytton, qui a jadis rempli à Paris les fonctions de premier secrétaire et de chargé d'affaires.

M. Isambert, rédacteur de la République française, vient de poser sa candidature, à la dernière heure, pour l'élection sénatoriale l'Eure-et-Loire.

Il reste donc en présence, pour le scrutin du 13 décembre, MM. Droux, ancien député ; Roussille, président du comice agricole de Chartres ; Gorbiers, conseiller général ; Ferdinand Dugué et, enfin, M. Gustave Isambert.

Le ministre de la guerre a déclaré hier qu'une enquête avait été prescrite pour découvrir l'auteur du détournement du rapport du colonel Borghis-Desbordes, rapport appartenant à un dossier judiciaire, qui est un papier d'Etat, et qui a été communiqué au journal le Temps.

Cette enquête sera-t-elle sérieusement faite ? Nous le voulons croire.

Abouira-t-elle ? — Nous ne craignons pas de dire qu'elle aboutira, si le général-ministre de la guerre le veut bien.

Il ne s'agit pas de demander au Sénat une autorisation de poursuites contre M. Hébrard, qui a dû se considérer comme couvert par les personnes qui lui ont apporté le document.

La question n'est pas là. Il s'agit de rechercher quel est l'homme politique qui, d'une part, a pu connaître le rapport Borghis-Desbordes et qui, d'autre part, avait intérêt à sa divulgation.

Nous n'avons pas à dire comment l'indiscrétion a pu être commise : nous le savons, et il est impossible que M. Campenon l'ignore.

C'est à M. Campenon de faire ce qu'il doit pour arriver au résultat promis.

Nous ne voulons dire qu'une chose : c'est que M. Jules Ferry est mieux que personne en mesure d'indiquer par quelle voie le rapport est arrivé jusqu'aux bureaux du Temps.

M. Jules Ferry peut nier, il peut mentir une fois de plus ; il appartient aux enquêteurs du ministère de la guerre de confondre l'ancien chef du cabinet et d'infirmer une nouvelle et suprême faiblesse au criminel Tonkinois, qui, par une telle publication, a probablement espéré se disculper lui-même, mais n'a fait en définitive qu'aggraver les responsabilités pesant sur lui.

M. Madier de Montjau, questeur de la Chambre, a demandé le renvoi à mardi de la discussion sur l'élection de l'Ardeche. Il a dit à la tribune qu'il était obligé de quitter Paris, qu'il ne rentrerait que lundi, et qu'il avait l'intention de combattre l'élection de l'Ardeche.

Où va donc M. Madier de Montjau ?

Il va dans le Gard, où il fera demain un discours électoral, et où il travaillera en faveur d'une candidature républicaine.

Ainsi, voilà un questeur qui éprouve le désir d'intervenir dans une élection, qui s'absente pour combattre une candidature conservatrice et la majorité s'associe à cette double campagne tendant, d'une part, à agir contre une élection future, et, d'autre part, à combattre une élection acquise. Il est impossible d'avoir plus d'effronterie et d'impudence, et nous ne comprenons pas que la Chambre se prête à d'aussi misérables manœuvres.

La campagne des radicaux en faveur de la laïcisation des hôpitaux se poursuit sans relâche. A l'instigation du docteur Bourneville, député de la Seine, une requête a été adressée au ministre de l'intérieur, demandant que la mesure prise à l'égard de l'hôpital Cochin soit étendue à l'hôpital Necker et aux Enfants assistés, et cet inepte document est signé par MM. Paul Bert, Clémenceau et Anatole de La Forge.

Nous y remarquons la phrase suivante qui donne une idée du ton général de ce factum :

« Les soussignés ont pensé qu'ils sont

dans l'obligation d'intervenir auprès de vous, afin que vous n'hésitez pas à donner votre assentiment à toutes les demandes de laïcisation faites par la municipalité parisienne, et qui ont pour objet de remplacer des congréganistes, adversaires irréconciliables de la République, par des laïques intéressés à la défense de la Société civile, et par conséquent à la République. »

Ainsi c'est en vain que la grande majorité des médecins attachés aux hôpitaux de Paris, ont solennellement déclaré qu'il était de l'intérêt des malades que le service restât entre les mains des religieux ; comme le disait fort bien l'autre jour le Journal des Débats, il s'agit bien de cela !

Qu'importe à tous ces messieurs du radicalisme le bien-être des malheureux qui souffrent sur leur lit de douleur, que leur importe qu'ils soient ou non entourés de soins attentifs et dévoués ! Est-ce que l'intérêt de la Société civile et de la République ne passe pas avant tout !

C'est vraiment à se demander si tous ces gens-là sont des imbéciles ou des charlatans ; et nous sommes bien tenté de répondre : l'un et l'autre !

LES DROITS DES MAIRES

Ceux qui doutent encore de l'effondrement prochain du ministère Brisson n'avaient qu'à se rendre au spectacle que leur offrait, hier, M. Allain-Targé. La représentation était de prix, bien que peu faite pour relever le prestige du régime parlementaire. Jamais gâteaux de théâtre n'a joué la déchéance titubante et bafouilleuse avec plus de naturel que M. le ministre de l'intérieur n'en a montré dans son exhibition à la tribune. Il n'est point méchant homme, assurément, et l'affaissement moral dont il témoigne inspire à ses adversaires eux-mêmes plus de pitié que de maligne satisfaction. Mais on ne résiste pas aux arrêts d'une telle sénilité. Ministre et ministère sont visiblement marqués pour Sainte-Périne, et il n'est que temps de préparer le démantèlement si l'on veut qu'ils arrivent vivants.

Cependant, l'éloquence particulière de M. Allain-Targé était le moindre intérêt du débat que M. Raoul Duval avait provoqué. Il interpellait le gouvernement de la République sur l'étendue des droits qu'il reconnaît aux magistrats municipaux en matière électorale. La question est actuelle et d'un intérêt frappant. Depuis les élections du 4 octobre, nous assistons à un massacre continu de maires et d'adjoints qui menacent de ne jamais finir. Les préfets de la République promettent méthodiquement la faux à travers les municipalités conservatrices, et maires et adjoints jonchent le sol. Les arrêtés qui les frappent sont iniques, odieux, absurdes, ineptes, grotesques à l'envi. Il y a, parmi ces préfets coupe-têtes, de purs Jocrisses, comme le préfet de la Charente-Inférieure, par exemple, qui suspend un adjoint pour avoir exercé, dit-il, « une pression » sur la femme d'un administré. Le regrette-t-il ?

Il y a des fagots imbéciles comme ce préfet d'un département de l'est qui révoque un maire, parce que ledit maire, invoquant les règlements sur le port des lettres, avait refusé de lui servir de facteur.

Il y a surtout des jacobins minuscules, affamés d'autorité et gonflés de rancunes, qui se vengent de leurs méconnaissances électorales sur les communes réfractaires à leur action en frappant leurs municipalités, et ne pouvant user de la guillotine, se servent de la révocation. Si on laissait faire ces proscriptions au petit pied, il ne resterait pas dans six mois un seul maire conservateur debout.

Il y avait donc urgence à définir le droit à la liberté des maires. Sous un régime sincèrement libéral, la question n'eût pas été posée. Il est clair que le maire élu ne perd pas sa qualité de citoyen en recevant l'écharpe municipale des mains de ses collègues. Si la qualité de maire devait entraîner l'incapacité civique et réduire le citoyen qui l'accepte à la condition d'un failli ou d'un repris de justice, on ne trouverait nulle part un honnête homme pour consentir à cette dégradation. Il y a deux ans, M. Waldeck-Rousseau, qui n'est pas un foudre de libéralisme, comme l'a justement rappelé M. Raoul Duval, reconnaissait et proclamait que le maire élu avait tous les droits du citoyen et qu'il pouvait les exercer librement. Il peut, par conséquent, manifester, comme citoyen, ses sentiments politiques, confesser à voix haute ses préférences, recommander et patronner les candidatures qui lui agréent, faire, en un mot, tout ce qui est licite aux autres citoyens, par cette raison décisive qu'il n'a rien perdu, rien abdiqué de ses droits de citoyen.

C'est la doctrine qu'a exposée et soutenue M. Raoul Duval, avec une netteté et un talent qu'il serait indiscret de louer devant le bégaiement lamentable de M. Allain-Targé. Cette doctrine si claire et si sûre ne va pas cependant sans heurts et sans résistances meurtrières du jacobinisme. Il ne formule pas d'objections publiques, car il conserve encore l'hypocrisie du libéralisme. Mais dans la pratique, il le met sous ses pieds. Il n'ose avouer qu'il regrette amèrement d'avoir abandonné la nomination des maires ;

mais il essaie visiblement de ressaisir l'autorité perdue en terrorisant les maires et les communes qui lui échappent. Nous ne dirons pas que cela ressort clairement des explications du ministre de l'intérieur ; il n'y a ni indication, ni argument à tirer de ce charabia. On sait seulement que sa réponse avait été élaborée en conseil des ministres ; et s'il l'a insuffisamment traduite, il en a dit assez pour qu'on ait compris que, dans la pensée du gouvernement, ce qui est licite à un maire républicain est interdit à un maire conservateur.

S'il restait un doute après le débat, la majorité républicaine elle-même s'est chargée de le dissiper. A sa thèse irréfutable qui consistait à revendiquer les mêmes droits et la même liberté pour tous les maires élus, sans distinction de parti, M. Raoul Duval a voulu donner une sanction dans cet ordre du jour motivé, qu'il a proposé au vote de l'Assemblée : « Les maires ont les mêmes droits que les autres citoyens. » La majorité républicaine a refusé de voter cette proposition. Elle s'est contentée de voter l'ordre du jour pur et simple qui, par opposition à la proposition de M. Raoul Duval, était une négation de l'égalité des droits. Un tel vote jetterait un jour assez sinistre sur l'avenir de la liberté dans notre pays, si la République devait vivre. Il éclaire seulement sa ruine imminente. Il révèle la défiance et la terreur du jacobinisme officiel. La peur qu'il montre de la liberté trahit déjà les affres de la mort.

SUITE DES PERSÉCUTIONS

L'Union franc-comtoise annonce que le préfet du Doubs vient de supprimer le traitement de M. l'abbé Cannelle, curé de Bannans. On reproche à ce prêtre d'être allé prêcher contre le gouvernement dans la chaire de l'église d'Arçon ; or, ce vieux prêtre ne peut plus monter en chaire, ne peut plus prêcher, ne peut même pas sortir du village à cause de ses infirmités, et jamais il n'a mis les pieds à Arçon dans l'église de ce village.

Le préfet du Tarn tient décidément à s'attirer les bonnes grâces de M. Goblet et de M. Allain-Targé tout à la fois. Ce fonctionnaire vient de révoquer un instituteur, M. Cramandes, coupable de n'avoir pas fait de propagande en faveur des candidats républicains.

Ce malheureux est resté neutre, il a pris au sérieux la circulaire du ministre de l'instruction publique et les recommandations expresses du ministre de l'intérieur.

En étant impartial, il a prouvé qu'il n'était pas républicain.

On le révoque : c'est logique.

ECHOS PARLEMENTAIRES

M. le docteur Dupré s'est entendu avec M. le ministre de l'intérieur pour le développement de la question qu'il doit lui poser au Sénat, au sujet de la laïcisation des hôpitaux.

C'est lundi prochain que M. Dupré posera sa question.

La commission chargée d'examiner la proposition de M. G. Martin, tendant à appliquer la loi du 10 août 1871 au département de la Seine, a commencé la classification des intérêts ayant un caractère exclusivement départemental qui sont actuellement régis par le Conseil municipal de Paris, augmenté des conseillers généraux de la banlieue.

La commission n'a pris aucune résolution.

La commission de la Chambre des députés chargée d'examiner le projet de loi, amendé par le Sénat, sur la liberté des funérailles, a supprimé le dernier paragraphe de l'article 4 de la loi sur lequel portait la modification du Sénat.

Ce paragraphe était ainsi conçu : « Sa volonté (celle du défunt) doit être constatée ou par testament ou par déclaration faite soit devant notaire, soit sous signature privée en forme testamentaire. »

L'amendement de M. Ernest Lefèvre, portant que la volonté du testateur peut être exprimée ou révoquée sous quelque forme que ce soit.

Le Sénat avait également introduit une disposition portant que le juge de paix sera juge des circonstances de fait qui peuvent impliquer la révocation des dispositions testamentaires.

SERBE ET BULGARE

Qui nous délivrera du Sorbe et du Bulgare... Depuis trois mois bientôt que les événements de Philippopolis occupent l'attention de l'Europe, il ne se passe pas un jour sans que la situation se trouve modifiée par le caprice de celui-ci ou de celui-là.

Rebelle hier, soumis aujourd'hui, pour redevenir demain rebelle, le prince de Bulgarie est la personnification de cette politique hésitante, sans consistance, toute de cynisme qui semble du reste être devenue celle de la diplomatie moderne.

De respect des traités, des droits acquis, des intérêts financiers, qui donc s'occupe maintenant ? On va où le vent pousse, sans souci du lendemain, et laissant au hasard le soin de trouver une solution qu'on se sent incapable de trouver soi-même.

Le prince Alexandre, qui, lors de l'entrée des Serbes sur son territoire, avait fait sa soumission au sultan, et qui, il y a huit jours encore, tout en faisant cer-

taines réserves relatives à la Roumélie, reconnaissait à son suzerain le droit de traiter des conditions de la paix avec la Serbie, dénie maintenant à la Porte le droit de s'immiscer dans les questions d'armistice ! Il reproche au sultan de n'avoir point pris une part active aux événements militaires qui ont ensanglanté la presqu'île des Balkans !

Cela devient d'une insolence insupportable et nous ne comprenons pas que la Porte ne réponde pas à cette nouvelle attitude du prince de Bulgarie par la mise en mouvement d'un corps d'armée qui marcherait sur Sofia.

Ce serait fournir à ce principal une occasion nouvelle de mesurer la force de ses armées, et le résultat de l'expérience serait sans doute de nature à rabattre son orgueil.

Si, comme on le dit à Berlin, le prince de Bismarck est favorable à une action militaire turque en Roumélie, nous comprenons moins encore les hésitations du gouvernement ottoman.

Quant aux Serbes, ils ont rompu les négociations ; on annonce même quelques engagements d'avant-postes entre les deux armées du roi Milan et du prince Alexandre ! La paix qui semblait hier assurée est donc de nouveau compromise !

N'êtes-vous pas d'avis qu'il est grand temps que le gendarme fasse son apparition et inflige une bonne correction à ces deux enfants terribles, le Serbe et le Bulgare ?

SERVICE ANNIVERSAIRE DU GÉNÉRAL COMTE FLEURY

L'affluence était grande au service anniversaire du général comte Fleury, qui a été célébré, ce matin, à dix heures et demie, à Saint-Philippe-du-Roule.

La messe, dite par M. l'abbé Vadame, a été chantée par la maîtrise, et l'absoute donnée par M. le curé de la paroisse.

La famille était représentée par Mme la comtesse Fleury, M. et Mme la comtesse Maurice Fleury, M. le vicomte Fleury, lieutenant instructeur à Saint-Cyr, et le baron Fleury, sous-lieutenant à l'école de Saumur, tous deux en uniforme ; Mmes de Saint-Paul et la duchesse d'Isly.

Dans la nombreuse et brillante assistance nous avons remarqué :

S. A. I. la princesse Mathilde, S. A. R. le comte de Bari, le maréchal et la marquise Canrobert, la marquise duchesse de Malakoff, le vice-amiral Jurien de la Gravière, le duc de Montmorency, MM. Behic, Grandperret, anciens ministres ; MM. Duruy, de l'Académie française ; les généraux Castelnau, Favé, de Miribel, de Montauban, du Barail, d'Espéyilles, baron de Verdère, Clappier, colonel baron Favort de Kerbrech, le duc de Conigliano, le prince Gledroye, comte de Cessac, MM. Jolibois, Delafosse, Levert, Léon Chevreau, Paul le Roux, députés ;

MM. Benedetti, Arthur Meyer, baron de Watteville, Brunox, Boivin-Villiers, Eugène Guyon, Albert Duruy, Edmond Blanc, comte et comtesse Vandal, marquis de Chaponay, baron et baronne de Farincourt, Falcon de Cimier ;

MM. Frédéric Barrot, Julien Buisson-Billaud, Denormandie, amiral Ronie, M. et Mme Gavini de Campile, MM. le commandant Blanc, Mazzi, Théophile Gautier, Albéric Second, Clodius Popelin, Georges Hachette ;

Comte de Girardin, baron Deslandes, baron Oppenheim, baron de Beauverger, Saint-Amand, Vernehet, Nisard, baron Jules Legoux, Clément de Royer, Gay-Lussac, comte d'Ayguévives, vicomte de Grouchy, Rainbeaux, baron de Menainville, Boitellet, Baudin ;

Baron Forth-Rouen, colonel baron Favort, colonel Sautereau, Hyrvoix, baron de Lassalle, Taiguy, vicomte de Jessaint, de Singay, Gouttenoire, de Toury, Chevreau, baron de Bourgoing ;

M. et Mme de Lafalotte, général baron Petit, général Boissonnet, le comte Benedetti, Abbateucci, Rodochanachi, Granddier, de Sourdeval, de Cosebonne ;

Mmes la duchesse de Malakoff, l'amirale Fourichon, la duchesse de Conigliano, la baronne de Conigliano, baronne de Galbois, Gavini, Leroux, Taiguy, de Sourdeval, baronne de Farincourt, Chevreau, etc.

Il paraît avoir que M. Dautresme, ministre du commerce, aurait manifesté l'intention de remettre l'organisation et la direction de l'Exposition de 1889 à l'industrie privée.

Plusieurs chambres syndicales ont déjà répondu à la circulaire dont nous avons parlé dernièrement.

Les bijoutiers et marchands de pierres fines, entre autres, ont répondu que, du moment où l'Exposition avait été décrétée, il y avait des engagements pris vis-à-vis du commerce et de l'industrie et qu'en conséquence l'Exposition de 1889 devait avoir lieu.

Il demandent qu'elle soit internationale et que sa direction et son organisation soient confiées à l'industrie privée.

Quant à l'emplacement, le ministre du commerce et la plupart des chambres syndicales optent pour le Champ de Mars.

Le succès de cette Exposition, sur laquelle le commerce parisien fonde à bon droit de grandes espérances pour se relever, n'est possible qu'à la condition qu'elle sera dans Paris, et non dans une de ses communes suburbaines dont on a parlé.

Les Parisiens, les provinciaux et les étrangers sont habitués depuis vingt ans à se rendre au Champ de Mars, et il est inutile de les dépayser.

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr. ; 6 mois, 27 fr. ; 3 mois, 13 fr. 50.
— Le numéro, 15 centimes.

DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr. ; 6 mois, 32 fr. ; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne
Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co
Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
Droit d'insertion réservé à la Rédaction

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 11 DÉCEMBRE

La température est toujours en baisse. En France, il a gelé presque partout.

A Paris, hier le ciel a été très beau.

Aujourd'hui, 11 décembre, le thermomètre confiné de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin, — 3 »/»
A onze heures du matin, — 0 5/»
A deux heures du soir, — 1 5/»
Température la plus basse de la nuit — 3 5/»
Le baromètre est à 771 millimètres.

Hier, le Prince Victor-Napoléon a repris ses réceptions, qui doivent se continuer tous les jeudis. Comme l'année dernière, une nombreuse affluence se pressait dans les salons du Prince. Beaucoup d'hommes politiques du parti impérialiste et de nouveaux membres de la Chambre assistaient à cette réunion.

Aujourd'hui, à eu lieu, en l'église Saint-Louis-d'Antin, le service de M. Paul Odent, ancien préfet de l'Empire, commandeur de la Légion d'honneur.

M. Paul Odent est décédé avant-hier, à Paris, âgé de soixante-quatorze ans. Le deuil était conduit par MM. Maurice Odent, capitaine commandant au 15^e dragons ; Jules Odent, capitaine d'artillerie ; Paul-Armand Odent, capitaine d'artillerie de marine, ses fils, et par M. Camoin de Vence, ancien magistrat, son gendre.

La séance publique annuelle de l'Académie des sciences aura lieu le 21 décembre.

M. Joseph Bertrand prononcera l'éloge de MM

belle et de M. Alphonse. Mais il pourrait recommander à ses gardiens de la paix de rester moins impassibles et d'essayer au moins de porter secours aux infortunés qui essaient de traverser nos rues et nos boulevards, et qui font des efforts désespérés pour atteindre la rive opposée, pour ne pas être submergés par la débâcle des neiges ou écrasés par les voitures et les omnibus qu'ils n'entendent pas venir.

Ses sergents de ville craignent de se mouiller les pieds, ils pourraient être armés de grandes perches aux couleurs de la Ville, ce qui ne manquerait pas d'un certain pittoresque, et à l'aide de cet engin de sauvetage, ils pourraient retirer les Parisiens du cloaque de neige et de boue dans lequel ils barbotent depuis trois jours.

Nous soumettons humblement cette idée à M. Gragnon.

Un livre qui vient à propos est celui que publie M. Jean Erdic, sous le titre : *En Bulgarie et en Roumanie*.

On a beaucoup parlé depuis quelque temps de ces deux pays dont bien des gens ignoraient encore le nom il y a dix ans et qui s'ignoraient sans doute eux-mêmes.

C'est donc presque un voyage de découverte qu'a fait l'auteur du livre dont nous parlons.

Le récit de ces pérégrinations au milieu de ces contrées encore barbares, mais où de grands combats se sont livrés et qui seront certainement le champ de bataille où se décidera un jour la question d'Orient, est fait avec beaucoup d'entrain, d'esprit et de verve.

M. Jean Erdic a assisté à des noces bulgares ; il a vu fonctionner le suffrage universel à Kustendil, il a visité Plewna aux héroïques souvenirs et fouillé les vieilles chartes où il est question du vieil Empire bulgare. Son livre est donc plein de variété, et le lecteur y trouvera à la fois l'occasion de s'instruire et de se distraire.

Nous avons déjà parlé de l'*Echo*, dont le sous-titre, *Journal illustré de la famille*, dit tout de suite que son but est d'instruire, d'intéresser et de charmer les enfants aussi bien que les parents.

Le dernier numéro que nous avons sous les yeux contient un intéressant Courrier de modes, accompagné de planches fort bien dessinées ; il est rédigé par *Camille*, une de nos correspondantes mondaines des plus au courant du *high-life* ; nos lecteurs savent combien elle possède l'art de raconter une fête, une soirée, de décrire une toilette ou l'ameublement d'un coquet hôtel.

L'*Echo* mérite bien son nom, car il parle de tout.

Une dépêche de Berlin nous dit que le prince Guillaume a envoyé à M. Menzel une grande photographie, le représentant debout en uniforme de hussards.

Le prince a mis au bas de la photographie la dédicace suivante :

« Le descendant du grand roi, dont vous avez, d'une façon si digne et avec tant de talent, reproduit la vie et les gestes, vous admire et vous remercie. »

Avons-nous raison de dire que Menzel était le peintre officiel des affaires prussiennes ? Et n'avons-nous pas fait acte de patriotisme en protestant, lorsque M. Proust recommanda cet Allemand à M. Poubelle ?

LA COMMISSION DES CREDITES

La commission devait se réunir hier à deux heures ; mais, en raison de la question adressée par M. Lockroy au ministre de la guerre, elle ne s'est réunie qu'à quatre heures.

Elle a entendu la lecture du rapport de M. Andrieux, qui a duré deux heures.

Les pièces analysées dans ce rapport ont trait aux négociations avec la Chine et à la médiation des Etats-Unis.

Le rapporteur affirme, d'après ces documents, que l'on pouvait obtenir la paix à des conditions très honorables.

M. Pichon a lu ensuite son rapport sur la marine, dont nous avons donné hier la note principale.

Séance de nuit

La commission a tenu, le soir, une autre séance, à nuit heures.

M. l'amiral de Dompiere-d'Hornoy donne quelques explications sur une note présentée par M. E. Aymonier, capitaine d'infanterie de marine, administrateur des affaires indigènes de Cochinchine, sur la politique française à adopter dans l'Indo-Chine.

M. Rivis e voudrait savoir que le gouvernement entend par le protectorat qu'il veut exercer sur l'Annam et le Tong-King. Quel est le genre de protectorat que l'on veut établir ? Le protectorat, c'est seulement l'hypocrisie de la conquête.

M. Camille Pelletan discute les chiffres présentés par M. Baille et par M. Casimir Perier. Il ne croit pas qu'il faille rechercher ce que sera et ce que rapportera le Tong-King dans plusieurs années.

M. Baille défend les chiffres qu'il a présentés. On a parlé de l'affleurement de nos forces militaires par suite de l'immobilisation, au Tong-King, de 6,000 soldats français. Cette objection est-elle sérieuse, si l'on songe que la mobilisation appellerait 1,200,000 hommes sous les drapeaux ? Mais, de plus, ne peut-on pas trouver dans nos colonies, et particulièrement au Tong-King, l'emploi de nos deux régiments de la légion étrangère que nous ne pourrions utiliser en cas de guerre européenne ? L'infanterie de marine ne sera-t-elle pas employée ? Si on tient compte de ces divers éléments, on reconnaît que c'est à peine si on prendra 2,000 hommes à la défense nationale.

Quant à la dépense, c'est seulement la différence du prix de la solde en France et de la solde coloniale qu'il faut calculer. C'est le supplément colonial qu'il faut rechercher. Mais, dit-on, il y aura une époque de transition ; ce n'est pas immédiatement qu'on pourra maintenir au Tong-King une force de soldats français composée seulement de six mille hommes. Les dépenses occasionnées par cette période de transition ne sont pas excessives, elles ont été indiquées dans le rapport de M. Baille.

M. Pelletan critique les chiffres de recettes et de dépenses, pour le Tong-King, présentés par M. Casimir Perier. Comment peut-on dire qu'il y a dix millions d'individus au Tong-King ? Le chiffre qui lui paraît le plus sérieux est celui de six millions. Les évaluations de recettes présentées par M. Casimir Perier ne lui paraissent pas exagérées, si on abaisse le chiffre de la po-

pulation. Il fait toutes ses réserves, par exemple, sur le chiffre de la dépense.

Les évaluations prévues pour l'administration civile au Tong-King sont beaucoup trop faibles. La question qu'on a le droit de poser est celle-ci : Ferez-vous le protectorat, ou ferez-vous l'annexion du Tong-King ? Tous les calculs qu'on a présentés reposent sur une équivoque. Pour essayer d'échapper à l'évacuation, de résister à ce qui a été celui de la nation tout entière...

M. Thomson. — Ne faites pas parler la nation ; il n'est pas exact qu'elle ait demandé l'évacuation du Tong-King aux dernières élections.

M. Pelletan. — Vous contestez l'évidence. M. Thomson. — Vos amis politiques, qui se présentent à Paris, n'ont pas eux-mêmes mis le mot d'évacuation sur leurs affiches !

M. Pelletan. Je n'ai pas rédigé leurs affiches. Ce que je demande, c'est qu'on ne fasse pas miroiter des chiffres exagérés. On a abusé le pays avec de fausses promesses ; ne continuons pas ce système.

M. Casimir Perier. Il est très facile de contester des chiffres, même lorsque tout concorde pour établir que ces chiffres sont modérés.

La séance est levée à onze heures 3/4. Aujourd'hui, nomination du rapporteur.

La séance du Sénat

Séance du 10 décembre

PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER

Le Sénat reprenait hier la discussion en première lecture de la proposition sur la procédure en matière de divorce. Tout ce que le Sénat compte de magistrats, d'avocats, de légistes s'est attaché à cette loi. Chacun tient à son système et présente celui de ses voisins comme inapplicable.

M. Le Royer exprime l'avis qu'il serait bon de renvoyer certains articles à la commission ; cette proposition est immédiatement acceptée.

On adopte quelques autres articles et enfin on se décide à renvoyer à demain la suite de cette laborieuse discussion.

La séance de la Chambre

La publication, par le journal le *Temps*, du rapport du colonel Bognis-Desbordes, sur la retraite de Lang-Son, a causé une grande émotion dans la commission des crédits du Tong-King. Cette pièce, qui a servi de base à l'insurrection dirigée contre le colonel Herbing, faisait partie du dossier communiqué à M. Lockroy par le ministre de la guerre. Comment et par qui a-t-elle été remise au journal le *Temps* ? D'où vient cette indiscrétion, ou cette soustraction ? Quel on est le coupable ?

M. Lockroy, avec la solennité qui convient au premier élu de Paris, a adressé à ce sujet une question au ministre de la guerre. Il a paru attacher une grande importance à la publication de cette pièce qu'il a qualifiée de « papier d'Etat ». Si la communication clandestine a été faite par une personne appartenant au ministère de la guerre, il n'y a plus d'administration ; si elle a été faite, soit par le général Brière de l'Isle, soit par le colonel Herbing, qui ont pu en avoir une copie, il n'y a plus d'armée. Tel est le sentiment de M. Lockroy, qui a ajouté qu'il n'était pas bon de mettre sous les yeux du public, surtout de l'étranger, ces plaies douloureuses de notre armée.

Ces doléances auraient été de mise avant la publication des dépositions faites devant la commission du Tong-King. Mais lorsqu'on a volontairement livré au public ces dépositions et notamment celle du général Brière de l'Isle, nous ne voyons pas ce que le rapport du colonel Bognis-Desbordes peut y ajouter d'humiliation et de scandale. Nous vivons dans un temps de publicité à outrance et nous nous étonnons que des républicains témoignent une si vive indignation d'un accident aussi ordinaire. Ce qu'il faut déplorer, ce n'est pas la publication de ce rapport sur Lang-Son, c'est la politique qui nous y a conduits, c'est l'aveuglement, la suffisance du ministre qui a jeté notre petit corps d'armée dans cette impasse. C'est pour cette politique qu'il faut garder toute son indignation et toutes ses colères.

Le ministre de la guerre a répondu qu'il ne savait rien, qu'il n'existait pas, dans ses bureaux, de copie du rapport, qu'il avait ordonné une enquête. L'affaire en est restée là et elle en restera probablement toujours là. Il faut en prendre son parti. M. Lockroy est-il bien sûr, d'ailleurs, que ce ne soit pas dans son propre portefeuille que la pièce ait été surprise.

Cet incident avait été précédé d'une question adressée au ministre du commerce au sujet de l'exposition projetée pour 1889. On sait que ce ministre a écrit aux chambres de commerce et aux chambres syndicales pour leur demander leur opinion sur cette exposition, et notamment s'il convenait qu'elle fût internationale ou seulement nationale. Cette circulaire a été M. Gastellier, nouveau député de Seine-et-Marne, et fougueux partisan de l'exposition. M. Gastellier, dans son discours composé d'un nombre menaçant de feuilles, a prétendu que la circulaire du ministre était un recul, que le décret avait décidé et l'exposition et son caractère international ; enfin, qu'on ne pouvait revenir sur cette double décision. Cet orateur voudrait qu'on se mit tout de suite à la besogne, et il a hâte d'ajouter une trentaine de millions au passif de la dette flottante.

M. Dauterme a déclaré que le gouvernement voulait une Exposition internationale en 1889, mais qu'il lui avait paru bon de connaître, sur la question, l'opinion des représentants du commerce et de l'industrie. On ne saurait lui blâmer, il a ajouté, qu'il déposât prochainement un devis et un avant-projet. On sait notre sentiment sur cette affaire. L'Exposition a démontré que ces Expositions coûtaient beaucoup plus cher qu'elles ne rapportaient. La crise que nous traversons, et qui menace de se prolonger et de s'aggraver devrait nous inspirer plus de réserve. Un commerçant sur le point de faire faillite est mal venu à donner un bal. Mais il faut bien offrir à M. Antonin Proust l'occasion de déployer ses talents, et nous ne devons reculer devant aucun sacrifice pour montrer ce grand homme à l'Europe. Parions qu'il y aura une loterie.

Il nous reste à parler de l'interpellation de M. Raoul Duval sur les droits des maires en temps d'élections. L'éloquent député de l'Eure a d'abord exposé sa doctrine en cette matière. Il pense que les maires, élus par le suffrage universel au second degré, n'ont aucun lien politique avec le pouvoir central et sont parfaitement libres de se mêler comme ils l'entendent à la lutte électorale. C'est ce qui est arrivé sur bien des points. Seulement, alors que les maires conservateurs étaient suspendus et révoqués pour leurs actes de propagande, les maires républicains, malgré leur intervention active et ouverte, conservaient leurs fonctions et la faveur de leurs préfets.

C'est ainsi que, dans l'Eure, un maire, qui avait reçu chez lui M. Raoul Duval et quelques-uns de ses amis, a passé de la suspension préfectorale à la révocation ministérielle. Quelques jours plus tard, un grand nombre de maires du même département recommandaient, sur une affiche pressante, la candidature de M. Papon, l'illustre vainqueur de M. le duc de Broglie. La conduite de ces maires n'a pas été incriminée. Il leur a été beaucoup pardonné, parce qu'ils avaient beaucoup aimé Papon.

M. Raoul Duval a demandé au ministre son sentiment sur la situation des maires. Sont-ils, parce qu'ils ont cent l'écharpe aux trois couleurs, déshabillés de droits qui appartiennent à tous les citoyens ? Et, si en est ainsi, pourquoi ce traitement différent qui leur est appliqué ? Pourquoi l'impunité pour les uns ; pourquoi la révocation pour les autres ? On ne pouvait poser plus nettement la question.

On se sent désarmé devant l'attitude navrante du ministre de l'Intérieur. Il n'est pas possible d'être plus embarrassé, plus incohérent, plus pâleux que ne l'a été M. Allain-Targé. Ses collègues, qui l'ont soutenu au haut des ministères, avaient des attitudes désespérées. Au milieu de ce gâchis oratoire, nous avons discerné que M. Allain-Targé voulait soumettre les maires (les maires conservateurs, s'entend) à une « discipline » sévère. Ces maires municipaux n'ont pas le droit de s'occuper de politique. Ils doivent rester muets comme des carpes et ignorer complètement ce qui se passe autour d'eux. Tout ce qu'on peut leur permettre, c'est de voter ; encore feraient-ils mieux de s'en abstenir pour bien prouver leur impartialité. Le ministre de l'Intérieur, qui a beaucoup de décousus dans les idées, paraît croire que l'intervention des maires constitue la candidature officielle, même quand ils combattent les candidats chers au gouvernement. Jetons un voile sur ces égarements qui nuisent encore plus au prestige de la République que la publication du rapport de M. Bognis-Desbordes.

M. Raoul Duval a présenté l'ordre du jour suivant : « La Chambre, estimant que les citoyens investis de fonctions municipales électorales n'ont pas moins de droit que les autres citoyens, passe à l'ordre du jour. » Le libéralisme de la majorité n'a pu s'élever jusqu'à ces hauteurs. L'ordre du jour pur et simple, demandé par le ministre, a été adopté par 322 voix contre 188.

Lecture a été donnée des rapports sur les élections de la Lozère et de l'Ardèche. Ces rapports concluent à la validation ; ils seront contestés. C'est dire qu'il y aura invalidation.

Nous avions omis de dire que la Chambre avait procédé, mardi dernier, à un scrutin pour la nomination d'un membre de la commission de contrôle de la circulation monétaire. Ce scrutin, qui n'avait pas donné de résultats, a été recommencé hier. M. le baron de Soubeyran a obtenu 129 voix. M. Yves Guyot, 125, M. Levêque 109. Aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue. Un troisième tour de scrutin aura lieu samedi à la majorité relative.

LE MÉTROPOLITAIN

ET LES ENTREPRENEURS

Nous trouvons dans un journal du matin la soi-disant information qu'on va lire et qui, d'ailleurs, nous devons le constater, n'a trouvé aucun écho dans la presse parisienne.

Si nous la reproduisons, c'est pour nous mettre en évidence que sans-gêne avec lequel certaines feuilles à renseignements spéciaux abusent de la crédulité de leurs lecteurs et ont foi dans leur ignorance.

Voici cette information : Hier matin, douze délégués de l'Union des chambres syndicales ouvrières de France, du syndicat des entrepreneurs de travaux publics de France, du syndicat des chambres syndicales patronales du département de la Seine se sont présentés chez M. Demôle, ministre des travaux publics, et lui ont remis une pétition relative au chemin de fer métropolitain de Paris.

Après avoir appelé l'attention du ministre sur le rôle du chemin de fer métropolitain, ils ont exposé les besoins de la ville de Paris et la nécessité d'entreprendre de grands travaux, les pétitionnaires ajoutent :

« La construction du chemin de fer métropolitain doit rendre une activité certaine à nos industries et à celles qui s'y rattachent. Chacun connaît le commencement de cette grande œuvre. »

C'est d'elle, monsieur le ministre, que nous venons vous entretenir, appelés que nous avons été à le faire par nos syndicats respectifs qui nous ont nommés à cet effet et qui comprennent :

1. L'Union des corporations ouvrières de France ;
2. Toutes les chambres syndicales patronales du bâtiment ;
3. Les entrepreneurs de travaux publics de France, c'est à dire la représentation la plus complète de l'industrie de la construction, patrons et ouvriers.

Nous avons la conviction que, seul, un projet par construction propre, et surtout par ces considérables qu'il fera naître sur ses rives, une activité qui se prolongera pendant une certaine suite d'années.

Il ne nous appartient pas, et il ne saurait nous convenir d'émettre une opinion sur le projet spécial quelconque. Mais nous croyons devoir signaler une solution qui mérite un sérieux examen des pouvoirs publics en ce sens :

1. Que l'Etat et la Ville, concourant leurs efforts, puissent trouver dans les produits d'un *Métropolitain aérien* les ressources pour payer les intérêts et l'amortissement du capital nécessaire à sa construction et à celle des rues l'avoisinant, tout en assainissant et en embellissant Paris.

2. Qu'il y aurait immédiatement près de cent millions de travaux à faire en deux ou trois années, en matériaux d'exploitations locales, faire spécialement pour le *Métropolitain*.

300 millions à dépenser en acquisitions de

terrains, et qu'une pareille somme jetée dans la circulation créerait un mouvement considérable d'affaires.

Qu'enfin 1,500 millions au minimum de constructions à élever parallèlement à la voie ferrée par les propriétaires des immeubles riverains, assureraient pendant quinze ou vingt ans des travaux s'exécutant avec le pouvoir central et sont parfaitement libres de se mêler comme ils l'entendent à la lutte électorale.

Il vous semblera, monsieur le ministre, qu'aujourd'hui, dans les délibérations graves qui sont à prendre par le Parlement, après que vous les lui aurez soumises, il doit être tenu compte de l'effet immédiat de vos décisions au point de vue de la situation d'ensemble.

Et le journal en question ajoute, en façon de commentaires :

Après la remise de cette pétition, plusieurs des délégués ont insisté sur les avantages de la solution aérienne dans le centre de Paris. M. Guillaud, président du syndicat des entrepreneurs, a mis en lumière l'activité que l'exécution du projet aérien imprimerait à toutes les industries de Paris. M. Mozel, président de la chambre de la maçonnerie, a fait ressortir le peu de travail que donneraient aux ouvriers parisiens les terrassements du projet souterrain. M. Veyssier, président des chambres syndicales ouvrières de France, revenant sur cette question qui avait vivement frappé ses collègues de la commission plénière et qui a paru impressionner M. Demôle, a demandé que la répartition du travail du *Métropolitain* se fit de telle sorte que les ouvriers français fussent seuls à en profiter, et qu'on évitât de faire appel aux ouvriers étrangers qui, une fois en France, s'emparaient du travail au détriment des nationaux.

Le ministre a répondu qu'il s'occupait en ce moment de cette question et qu'il avait l'intention d'en saisir bientôt le Parlement.

On ne saurait se moquer du public avec plus de désinvolture.

Nous ignorons si la pétition dont il s'agit existe et si elle a été remise au ministre des travaux publics. La chose est possible, car dans cette affaire du *Métropolitain*, ce ne sont pas les pétitions qui manquent. Les archives du ministère, celles de la préfecture de la Seine et du conseil municipal, en fourniraient à elles seules un lot monumental. Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce que MM. Guillaud, Mozel, Veyssier et consorts aient rédigé celle qu'on vient de lire ; car, si nous avons bonne mémoire, au moment où l'intégral Rynal régnait de la façon qu'on sait le ministère des travaux publics, ces messieurs avaient dû patronner un syndicat de quarante ou cinquante entrepreneurs qui déjà pétitionnaient pour qu'on leur concédât exclusivement les travaux du *Métropolitain*.

Intéressé d'ajouter que le *quantum* de ces travaux les préoccupait avant tout, et que si, par impossible, l'exécution du projet Haag, par exemple, avec son coût de plus de deux cents millions par kilomètre, dans les parties centrales de Paris, avait été possible, ils eussent certainement obtenu le monopole de la construction du projet Haag.

Tout cela n'est pas très sérieux. Ce qui ne l'est pas davantage, c'est la narration de l'émotion de ces messieurs auprès du ministre des travaux publics.

Voit-on M. Demôle très impressionné par les niaiseries des pétitionnaires, alors que, par excès de politesse, il aurait pu leur dire : Voyons, messieurs, vous venez insister auprès de moi sur l'urgence du *Métropolitain*. Vous me répétez, après beaucoup d'autres : « Il y a une crise, il y a chômage, il y a malaise partout ; l'exécution du *Métropolitain* est un remède indiscutable. » Vous devez être de bonne foi. Alors comment se fait-il que vous soyez assez ignorants de la question pour venir me raconter des histoires à dormir debout sur la manière d'exécuter le *Métropolitain*.

Ce sont là des choses qui ne vous regardent pas, à moins que vous n'ayez la prétention de vous substituer à vous tout seuls et au conseil municipal de Paris et au conseil général des ponts-et-chaussées, et au ministère des travaux publics. Et puis, comment ne savez-vous pas que si moi, ministre des travaux publics, et mon collègue, ministre des finances, nous sortions du projet mis aux enquêtes et présenté par nous aux Chambres le 30 juin dernier, aucun projet nouveau ne peut être exécuté avant une dizaine d'années ? Et si vous le savez, comment venez-vous réclamer de nous une exécution immédiate, que vos propositions, si elles étaient sérieuses, rendraient impossibles ? D'autre part, vous me parlez d'un *Métropolitain aérien*. Qu'est-ce que vous entendez par *métropolitain aérien* ?

Voici la carte du projet que nous allons présenter aux Chambres. Le premier réseau, le seul qui ait subi les malices de l'enquête publique, comporte quarante kilomètres ; eh bien sur ces quarante kilomètres, il y en a vingt-cinq qui sont aériens — les deux tiers du tracé. Que signifie donc votre pétition ?

Voilà ce que M. Demôle aurait certainement répondu aux pétitionnaires s'il ne leur avait pas, purement et simplement, répondu ceci :

« Le gouvernement s'occupe en ce moment de cette question : il en saisira ces jours-ci le Parlement. »

C'était plus court et tout aussi explicite.

CHRONIQUE ELECTORALE

Le Comité conservateur de la rue des Pyramides a adressé aux électeurs le manifeste suivant :

Messieurs les Electeurs, Six de vos députés, élus dans deux collèges, n'ont pas opté pour le département de la Seine.

Vous êtes donc appelés à voter de nouveau.

Ces dix mille voix que vous avez données à l'opposition conservatrice nous imposent le devoir de continuer la lutte. Ce devoir est d'autant plus impérieux, que les événements accomplis depuis le 18 octobre et les vœux du gouvernement sont venus démontrer la légitimité de nos plaintes et la justice de nos prévisions.

Nous avons dit : « On gaspille nos finances ; les budgets sont en déficit, et le lendemain des élections on établit de nouveaux impôts. » — La déclaration ministérielle nous annonce que le gouvernement étudie le moyen d'augmenter les taxes existantes, et, au besoin, d'en créer de nouvelles.

Nous vous disons : « On prodigue l'or et le sang de la France, et l'on compromet son drapeau dans des aventures ruineuses et stériles. » — Ceux qui les ont entreprises et en portent la responsabilité nous offrent-ils le moyen de les continuer sans péril ou d'en sortir avec honneur ?

Nous vous disons : « On persécute les consciences ; on sacrifie des passions

haineuses et violentes l'intérêt des malades et des pauvres. » — L'administration, malgré les protestations des médecins, vient de chasser de trois hôpitaux les sœurs de charité.

Nous vous disons enfin : « Que fait-on pour conjurer la crise commerciale, pour venir en aide à l'industrie, pour donner du travail aux ouvriers ? » On nous a répondu en accentuant la politique radicale. Attendez-vous de ces agitations incessantes le retour de la confiance et la reprise des affaires ?

Non. Le Pays appauvri, compromis et troublé par ceux qui le gouvernent, ne se relèvera par une politique d'ordre, de modération et d'apaisement.

Les hommes que nous proposons à vos suffrages représentent cette politique.

Ils représentent également les grands intérêts de la ville de Paris et du département de la Seine.

Ils ne sont pas des étrangers pour vous.

Elections. Profondément divisés entre eux, nos adversaires se sont coalisés contre nous le 18 octobre. Leur concentration n'a pas survécu à l'élection.

Ne se proposant d'autre but que de sauvegarder vos intérêts et de défendre vos droits, l'opposition conservatrice se présente devant vous avec une liste unique, et vous demande avec confiance de voter pour ses candidats.

Pour les membres du Comité conservateur
Le secrétaire général,
CHOPPIN.

JOURNAUX ET REVUES

Un grave incident vient de se produire dans le domaine religieux, incident soulevé par Mgr Freppel, et qui semble devoir prendre les proportions d'un véritable conflit entre l'évêque d'Angers et les représentants les plus éminents de l'épiscopat français.

Mgr Thomas, archevêque de Rouen, président d'honneur du Congrès catholique qui vient de se tenir dans cette ville, a prononcé un grand discours où il a commenté en termes élogieux la récente Encyclique du Pape Léon XIII sur la constitution chrétienne des Etats.

Le Congrès a applaudi ce discours avec enthousiasme ; tous les journaux religieux l'ont aussitôt reproduit : la *Défense*, le *Monde*, le *Français*, la *Gazette de France*, l'*Univers* lui-même.

Un journal d'Angers, l'*Union de l'Ouest*, allait le reproduire à son tour, quand Mgr Freppel le lui a brusquement interdit par la lettre suivante :

Monsieur le directeur, Le discours prononcé par Mgr Thomas, au Congrès de Rouen, ayant causé une certaine émotion dans mon diocèse, comme ailleurs, j'ai tout lieu de craindre qu'en le publiant dans mon diocèse, vous n'y suscitez des polémiques que je tiens à écarter.

C'est le désir formel du Saint-Père qu'il n'y ait pas de controverses entre catholiques et protestants de l'Encyclique. Gardien de la doctrine dans mon diocèse, j'ai donc le droit et je remplis un devoir de ma charge en vous interdisant une publication pouvant y faire naître des discussions, et que j'estimerais fâcheuses et inopportunes.

Agrez, monsieur le directeur, l'assurance de mes religieux sentiments.

CH. EMILE, évêque d'Angers.

Voilà donc l'archevêque de Rouen mis en interdit par l'évêque d'Angers ; voilà la doctrine du primat de Normandie, d'un des dignitaires les plus autorisés de l'Eglise de France, contestée et condamnée par Mgr Freppel !

L'incident est grave et appelle des explications.

Il est à remarquer que le *Moniteur de Rome*, organe attitré du Vatican, dans le numéro qui est arrivé hier à Paris, reproduit *in extenso* le discours de Mgr Thomas, en le faisant précéder de ces paroles élogieuses :

« Nous sommes heureux de reproduire intégralement cette page magistrale qui est le premier commentaire émané de l'épiscopat français sur l'Encyclique *Immortale Dei*. »

Voilà donc aussi Mgr Freppel en contradiction avec l'organe du Vatican !

Des éclaircissements deviennent nécessaires.

Il faut que l'on sache de quel côté est la véritable interprétation des déclarations pontificales.

— Le bruit de la mise en disponibilité du général Brière de l'Isle ayant couru, un journal officieux a cru devoir le démentir en ces termes :

Le ministre n'a pas encore statué sur la situation de cet officier général, qui rentre à peine.

Le général a besoin de repos et a droit à un congé.

Puis tard, il sera chargé d'une inspection générale dans les colonies.

Cette information inspire au *Radical* les lignes que voici :

Eh bien ! si cette nouvelle se confirme, il y aura encore de beaux jours pour les colonels chargés de mener les troupes à l'ennemi.

Car, dans ses nouvelles fonctions, M. Brière de l'Isle ne peut moins faire que de vulgariser sa théorie sur les « balles intelligentes. »

Il ne faut pas oublier que le général en question a publiquement, c'est-à-dire devant la commission des Trente-trois, manifesté le regret qu'une balle intelligente n'ait pas frappé le colonel Herbing — en d'autres termes, le général Brière de l'Isle a regretté que quelque soldat n'ait pas assassiné le colonel.

Faits divers

La crue de la Seine. — La crue a pris de très grosses proportions. Le mouvement ascensionnel s'est accéléré d'une façon considérable.

Dans la traversée de Paris, le courant violent charrie des joncs, des tonneaux. Les piles des ponts disparaissent sous l'eau, qui s'élève, au pont des Saints-Pères, au-dessus des grands cercles en fonte des canalisations. La Seine roule ses eaux fangeuses pardessus les berges et les banquettes dans toute la largeur comprise entre les quais.

L'inondation commence à prendre de sérieuses proportions dans la banlieue. Ivry et Alfortville sont très menacés. En amont d'Ivry, les habitations sont inondées jusqu'à l'usine municipale des eaux.

A Nogent, l'île de Beauté, qui est couverte de villas, et à Joinville, l'île Pauc, qui est habitée, sont envahies par les eaux. Le service de la navigation fait déjà sauter les maisons dont l'habitation paraît présenter des dangers.

A Jercy, le port est entièrement submer-

